



Africa Initiative Programme

OBSERVATOIRE DE L'ITURI

AOÛT 2005

Pour toute question ou commentaires, contactez Brigitte Mutambala Mapendo, au bureau de l'AIP sise N°53 Boulevard de la Libération, Quartier Lumumba, derrière la Tribune Municipale, au courriel dlcKivu@lycos.com ou par téléphone Tel : +243 9861 3639, +243 810078446, + 254 722472016, + 254 733701693

INTRODUCTION

Le mois de août a été marqué par le début du lancement officiel des opérations d'identification et d'enregistrement des électeurs. La population iturienne, lassée par de longues années des guerres, adhère massivement à ce processus.

Cependant, les groupes armés réfractaires au désarmement entretiennent un climat de terreur en Ituri, où quelques 20.000 déplacés internes craignent de regagner leurs villages désertés il y a deux ans¹.

Estimés entre 1500 à 2500 par la MONUC, ces combattants issus de différentes milices ont refusé d'intégrer le processus de désarmement et de réinsertion communautaire, clôturé en juin 2005, qui a permis la démobilisation d'environ 15.000 miliciens en Ituri. Ces réfractaires sont minoritaires et isolés mais leur capacité de nuisance reste très forte. Ils sont bien armés, plus mobiles qu'avant et ont commencé à se regrouper, ont indiqué des sources onusiennes.

Ces combattants sont soutenus par les personnalités ougandaises et dans une moindre mesure rwandaises. A ce sujet, un récent rapport des experts des Nations Unies a notamment accusé l'Ouganda de tirer profit de l'exploitation illégale des ressources aurifères du Congo, établissant un lien entre le trafic d'armes dans l'est de la RDC et le commerce illicite des ressources naturelles².

Les récentes discussions politiques engagées entre les gouvernements congolais et ougandais, pourraient contribuer à apaiser les relations tendues entre les deux pays et à mettre fin aux soutiens logistiques qu'apporte l'Ouganda aux groupes armés de l'Ituri. Selon le porte-parole de l'armée nationale ougandaise (UPDF), le capitaine Anech Mubangazi, le

Faits du terrain :

Les militaires des FARDC se distingueraient ces derniers jours par des actes de pillage. Dans la localité de Bambu située à environ 35km au nord de Bunia, ils auraient pillé du matériel dans un hôpital..

A Lipri, localité située à environ 18 km au nord de Bunia, ils auraient ravi une camionnette d'un commerçant pour

¹ Statistiques fournies par OCHA, Bunia, juillet 2005.

² Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies du 2 août 2005.

gouvernement de Kampala s'est engagé à ne plus tolérer la présence des miliciens congolais originaires de l'Ituri sur son sol. Joignant l'acte à la parole, l'Ouganda a déclaré persona non grata sur son territoire les six chefs miliciens qui se trouvaient à Kampala. L'un se serait dirigé vers Nairobi tandis que les cinq autres auraient franchi la frontière congolaise le 25 août 2005³.

INDICATEURS DE CONFLIT

Causes immédiates :

➤ INCURSIONS ET ATTAQUES DES GROUPES ARMES DANS LA LOCALITE DE BOGA

La localité de Boga, située à 80 km au sud de Bunia, a fait ces derniers jours l'objet de plusieurs incursions de la part d'hommes armés en provenance de l'Ouganda. L'absence des services de sécurité à ce poste frontalier serait à l'origine des incursions et des attaques à répétition menées contre la population de cette localité par des hommes armés basés de l'autre côté de la frontière ougandaise.

Rappelons que pour le seul mois de juillet 2005, deux attaques ont été menées par des groupes armés dans cette localité.

- Le 27 juillet 2005, une vingtaine d'hommes armés ont fait irruption à Boga et ont commis des actes de pillage poussant la population civile à fuir dans la brousse.
- Le 31 juillet 2005, la coalition des éléments du PUSIC et de la FRPI venue d'un village voisin en l'Ouganda a attaqué la localité de Boga et a rançonné les ex-combattants qui venaient de toucher à leur filet de sécurité.

Cette partie du pays est devenue la porte d'entrée des groupes armés à partir de l'Ouganda. La localité de Boga est actuellement occupée par plusieurs forces armées qui représentent un danger permanent pour la paix en Ituri. Au sud, on note la présence des miliciens du MRC et des rebelles ougandais de NALU. L'armée nationale ougandaise, quant à elle, est basée non loin de la frontière ougandaise⁴.

Selon le Commissaire de District de l'Ituri, Mme Pétronille Vaweka : « la situation de la localité de Boga n'est pas encore sous le contrôle des autorités de l'Etat. C'est pourquoi, elle constitue la porte d'entrée des groupes armés ».

➤ L'INSECURITE SUR LE LAC ALBERT

Les enlèvements de pêcheurs sont devenus monnaie courante sur le lac Albert. Les miliciens du FNI du commandant Anguluma sont pointés du doigt comme en étant les auteurs.

La stratégie des miliciens consiste à prendre en otage les pêcheurs pour exiger des membres de leurs familles le versement des rançons. Mais beaucoup d'autres otages sont portés disparus ; aucune rançon n'a été demandée jusqu'à présent à

³ Informations livrées par all africa.com, août 2005.

⁴ Interview de chef de poste de Boga, M. Bura sur la chaîne de la radio Okapi, Bunia, juillet 2005.

leurs familles. Ces dernières sont inquiètes et craignent que leurs proches enlevés aient été enrôlés de force dans les groupes armés ou qu'ils aient déjà été tués⁵.

➤ LES ATTAQUES PERPETREES CONTRE LES CENTRES D'INSCRIPTION DE LA CEI

Les progrès encourageants dans le processus d'enregistrement des électeurs en Ituri sont sérieusement menacés par des attaques des groupes armés. En date du 22 août 2005, deux attaques ont été dirigées contre deux centres d'inscription situés l'un à Bule⁶ dans le territoire de Djugu par les miliciens de l'UPC/L et l'autre à Mangiva⁷ dans le territoire d'Irumu par les miliciens de la FRPI. Un témoin permanent du centre d'inscription de Bule a été tué et la population venue s'enregistrer a pris fuite dans les localités voisines.

Ce qui est frappant est que ces deux attaques ont été perpétrées au même moment, faisant ainsi croire à nombre d'observateurs qu'il s'agissait probablement d'une coordination de commandement. La CEI a également enregistré des vols de matériels. Selon son expert en communication, Désiré Molekela, six groupes électrogènes ont ainsi été dérobés la nuit dans le véhicule de la police dans la localité de Tchomia⁸. Les circonstances du vol ne sont pas encore connues, une enquête est en cours.

Les attaques contre les centres d'inscription de la CEI, viennent corroborer les informations données par AIP le mois dernier au sujet du renforcement de la collaboration entre les différentes milices comme une menace au processus électoral en RDC. Ces milices continuent à faire la loi dans les localités sous leur contrôle.

➤ LA COLERE DES AGENTS DE SECURITE D'ARU

Les agents de sécurité d'Aru sont pointés du doigt comme étant les auteurs qui ont incendié le bureau administratif du territoire dans la nuit du 3 au 4 août 2005. Au cours de cet incendie, tous les documents administratifs et meubles ont été perdus. Cet incident est venu retarder l'élan de la réconciliation et de développement communautaire enclenché depuis deux ans dans cette partie du pays⁹.

Selon l'Administrateur Adjoint du territoire d'Aru, M. Sindani Anyama, les propos offensants du Vice-Gouverneur de la Province Orientale chargé de l'économie et des finances, M. Autsai Asenga, seraient à l'origine de cet incendie. Au cours d'un discours politique peu diplomatique, le Vice Gouverneur s'en était pris vigoureusement aux services de la sécurité, aux FARDC et à la police d'Aru suite aux nombreuses exactions commises par eux envers la population civile.

⁵ Révélations rendues publiques par le chef de collectivité des Bahema Sud, Ituri, juillet 2005.

⁶ Localité située dans le territoire de Djugu et à 120 km-nord de Bunia

⁷ Localité située dans le territoire d'Irumu et à 75 km-sud de Bunia

⁸ Localité située à 62 Km -est de Bunia.

⁹ Aru est le seul territoire à avoir accepté sur son sol toutes les ethnies confondues de l'Ituri qui fuyaient les conflits interethniques et beaucoup de projets d'organisation communautaire sont en cours d'exécution.

Ceci démontre combien les discours politiques peuvent constituer une bombe à retardement capable de faire basculer l'Ituri dans la spirale de la violence, lorsqu'il est de notoriété publique qu'au-delà des promesses politiques faites par le Gouvernement, rien de concret n'est fait pour améliorer le niveau de vie des administrés et les conditions précaires de travail des agents de sécurité. Ces derniers consentent à beaucoup de sacrifices dans leur mission de sécurisation du territoire national. Ne recevant pas d'appui adéquat de la part du gouvernement, ils sont obligés de se rabattre sur la population pour leur survie et recourent ainsi à des tracasseries contre cette dernière.

➤ LA CONADER MISE EN CAUSE PAR LES EX-COMBATTANTS

Les ex-combattants de l'Ituri accusent la CONADER de désorganisation et de mécanismes inefficaces dans la gestion de leurs problèmes. Ils affirment que la sensibilisation faite par la CONADER était insuffisante et qu'ils n'ont pas été associés à la conception du programme DRC.

Pour certains ex-combattants, la CONADER est davantage une structure de distribution des kits de sortie et des filets de sécurité car elle ne se préoccupe pas de changer la mentalité de ceux qui ont pris les armes. Avec le retard enregistré dans le financement des projets de réinsertion des ex-combattants, ces derniers sont persuadés d'avoir été trompés par la CONADER car, estiment-ils, aucune mesure d'encadrement n'a été prise pour les occuper à la sortie des sites de transit.

Les difficultés qu'éprouve actuellement la CONADER pourraient amener les ex-combattants mécontents à en déduire qu'ils sont abandonnés, trouvant ainsi un alibi pour reprendre les armes. 60% des armes remises à la CONADER sont défectueuses et d'autres armes restent toujours cachées.

INDICATEURS DE PAIX

➤ LE DIALOGUE COMME FORCE LIBÉRATRICE

L'autorité de district de l'Ituri, Mme Vaweka, s'est rendue avec ses proches dans le fief des miliciens de la FRPI qui sont reconnus être les plus irréductibles pour négocier la libération de ses collaborateurs pris en otage il y a de cela deux mois et demi.

Pour rappel, l'Administrateur du territoire d'Irumu, M. Zitono Bhagota et le Chef de Collectivité des Walendu Bindi, M. Akobi Katirogo étaient retenus par les miliciens de la FRPI dans leur fief alors qu'ils étaient en mission officielle de pacification dans cette collectivité¹⁰.

La libération des otages est le résultat d'intenses négociations menées directement par l'autorité de district de l'Ituri et quelques représentants de la communauté Lendu Bindi avec les cadres politico-militaires de la FRPI.

¹⁰ Les otages détenus depuis le 07 juin 2005, ont été libérés en date du 27 juillet 2005.

Cet acte courageux de l'autorité de district, démontre qu'il y a toujours possibilité de recourir au dialogue avec les milices en vue d'un retour effectif de la paix en Ituri.

➤ **DIALOGUE ENTRE KINSHASA ET KAMPALA**

Des miliciens réfractaires au désarmement en Ituri ont été déclarés indésirables par le gouvernement ougandais, jusqu'alors accusé de tolérer leur présence à Kampala. Le Ministre de la Coopération Régionale Congolaise, Mbusa Nyamwisi s'est rendu à Kampala avec le Vice Président Azarias Ruberwa et a déclaré qu'ils étaient porteurs d'une liste de noms des miliciens congolais opérant depuis l'Ouganda qu'ils ont remis aux autorités ougandaises.¹¹ Mr. Nyamwisi a rappelé qu'il existe un mécanisme bilatéral de vérification des frontières communes prévu dans l'accord de Luanda, permettant de contrôler les mouvements rebelles de part et d'autre de la frontière des deux pays.

La partie congolaise a promis de tout mettre en oeuvre pour empêcher des éléments des Forces Démocratiques et Alliées (FDA/ADF, une milice ougandaise) d'utiliser le territoire congolais comme base arrière.

Selon le porte-parole du gouvernement de Kampala, les chefs miliciens présents en Ouganda, ont été sommés de quitter le territoire ougandais¹² dans les 48 heures. Son gouvernement s'est engagé, déclare-t-il, à ne plus tolérer sur son sol la présence des miliciens congolais regroupés depuis le 15 juin 2005 dans une nouvelle plate-forme de rébellion dénommée « Mouvement Révolutionnaire Congolais ».

Ce geste de bonne volonté de la part du gouvernement ougandais est de nature à rehausser quelque peu sa bonne foi auprès des congolais qui ne souhaitent que le retour d'une véritable paix entre les deux pays. Cela prouve également que le dialogue reste la meilleure voie de résolution des conflits.

➤ **LES INTERVENTIONS PROACTIVES DE LA MONUC**

Le 9 août 2005, la MONUC a procédé à une opération de bouclage et de ratissage dans la localité de Mongbwalu¹³. Au cours de cette opération, 170 détonateurs électriques et des documents compromettants ont été saisis dans les locaux des miliciens du FNI.

Ce genre d'opérations énergiques de la part de la MONUC contribue dans une large mesure à diminuer la capacité de nuisance des miliciens et à déjouer également d'éventuelles attaques en préparation.

➤ **RETOUR DES DEPLACES DU CAMP « AEROPORTUAIRE » DANS LEURS LOCALITES**

Les déplacés qui habitaient le camp de l'aéroport de Bunia depuis 2003 commencent à regagner leurs localités respectives. Pour ceux qui ont des

¹¹ Interview accordée à l'Agence France Presse, août, 2005.

¹² Information livrée par « all africa.com, août 2005.

¹³ Localité située à plus au moins 45 km-nord de Bunia.

habitations à l'extérieur de Bunia, le transport est pris en charge par l'ONG française Atlas Logistique.

Sur les 20.000 personnes enregistrées dans ce camp en 2003, il reste actuellement moins de 3000 déplacés. Selon le logisticien de cette organisation, M. Yan, les personnes vulnérables qui souhaiteraient rester dans ce camp seront prises en charge par une organisation locale. L'amélioration des conditions sécuritaires dans la ville de Bunia et dans ses environs serait à la base du retour massif¹⁴ de ces déplacés dans leurs milieux d'origine.

➤ LE DEPLOIEMENT DES FARDC EN ITURI

Les militaires formés au centre de brassage de Mushake¹⁵ dans le nord Kivu, commencent à être déployés en Ituri avec comme objectif principal de sécuriser et de traquer les miliciens qui continuent à sévir dans de nombreuses localités de cette partie du pays difficile à contrôler¹⁶. Cette nouvelle brigade vient s'ajouter aux deux premières brigades déjà opérationnelles en Ituri.

L'aspect positif de ce déploiement est qu'il va permettre d'asseoir l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du district de l'Ituri.

ENJEUX MAJEURS

La Communauté internationale/ MONUC

1. Le Secrétaire Général des Nations-Unies dans son 18^{ème} rapport du 2 août 2005 a pointé nommément l'Ouganda comme une menace à la paix au nord est de la RDC. Mais il estime qu'il est difficile d'évaluer quels sont les soutiens directs que l'Ouganda apporte aux milices de l'Ituri. Il est préoccupé, déclare-t-il, de l'insécurité persistante en Ituri où les groupes armés se réarment et sont soutenus par l'extérieur. Il a également dénoncé la faiblesse du gouvernement congolais à mettre en place un plan cohérent pour asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire national. Il demande au gouvernement congolais à lutter contre l'exploitation illégale des richesses de l'Ituri par les groupes armés.
2. La France a fait circuler au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution visant à augmenter les effectifs des policiers de la Mission des Nations Unies en RDC dans le but de contribuer au bon déroulement des élections dans ce pays. Le but est de permettre à la MONUC d'aider plus efficacement les autorités de la RDC à organiser et tenir les élections prévues, a-t-on indiqué, de sources diplomatiques.

¹⁴ L'ONG Atlas Logistique a enregistré, au cours des mois de juillet et août, le retour massif des déplacés vers leurs localités respectives.

¹⁵ Localité située à 47 km-sud de Goma.

¹⁶ Allocution du Vice-Président Azarias Ruberwa à Goma lors de la clôture de la formation de la 4^{ème} brigade intégrée des FARDC.

3. La MONUC, par le biais de son porte-parole, Mamadou Bah, demande au gouvernement congolais de fournir davantage d'efforts dans la mise en place d'une armée professionnelle, bien formée, bien équipée, adéquatement et régulièrement payée, afin que les populations civiles soient vraiment protégées et ne fassent plus les frais des revendications salariales des militaires.
4. La MONUC a lancé en Ituri depuis le 24 août 2005 une vaste opération militaire avec la participation de plus de 700 casques bleus. Cette opération vise à sécuriser le processus d'identification et d'enrôlement des électeurs et à traquer les miliciens jusqu'à leur dernier retranchement.

Gouvernement de Kinshasa/ Ouganda

Il est encourageant que Kinshasa et Kampala aient privilégié la diplomatie pour la normalisation de leurs relations bilatérales. Les deux gouvernements se sont engagés à redoubler d'efforts pour identifier la source d'approvisionnement en armes des miliciens de l'Ituri, a indiqué le Ministre de la Coopération Régionale de la RDC, M. Mbusa Nyamwisi.

Commission Electorale Indépendante

La CEI estime pouvoir terminer les opérations de recensement au plus tard le 31 octobre 2005 sur l'ensemble du territoire national¹⁷.

CONCLUSION

Le mois d'août n'a pas connu d'intenses activités militaires contrairement aux deux mois de juin et juillet. Le gouvernement devrait capitaliser sur cette opportunité de paix pour accroître la capacité militaire des FARDC en les dotant des moyens logistiques nécessaires et en payant régulièrement et de façon consistante leur solde.

Pour la bonne tenue des élections, le gouvernement de transition devrait arriver à mettre en place une armée professionnelle, bien formée et bien équipée afin que les populations civiles soient vraiment protégées et ne fassent plus les frais des attaques des groupes armés.

Les actions diplomatiques amorcées par les gouvernements de Kinshasa et de Kampala pourraient contribuer au réchauffement des relations entre les deux pays s'ils s'engagent scrupuleusement à appliquer les termes de leur accord.

Les mesures suivantes peuvent être envisagées à cet effet :

1. Le gouvernement de Kinshasa devrait s'assurer que les militaires soient bien rémunérés afin d'éviter que la population civile n'en paie les frais. Dans le cadre de ses efforts pour la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national, le gouvernement de Kinshasa devrait renforcer la

¹⁷ Interview accordée à la radio Okapi par le Président de la CEI, l'Abbé Malu Malu, Kinshasa, août 2005

capacité militaire des FARDC dans leur mission de sécurisation en améliorant les conditions de séjour des militaires dans les centres de brassage et en les dotant des moyens logistiques conséquents. Ceci afin d'éviter les nombreux cas de désertion des militaires enregistrés ces derniers jours dans ces centres de brassage.

2. La CONADER devrait revoir sa mission en corrigeant les imperfections de parcours enregistrées lors de l'accomplissement de ses tâches. Elle devrait également réussir à créer une structure efficace pour la sensibilisation, qui doit être accompagnée d'actions concrètes.

LISTE DES ACRONYMES

CEI	Commission Electorale Indépendante
CONADER	Commission Nationale de Démobilisation et de Réintégration
DRC	Démobilisation et Réinsertion Communautaire
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FNI	Front Nationaliste et Intégrationniste
FRPI	Force de Résistance Patriotique en Ituri
MRC	Mouvement Révolutionnaire Congolais
NALU	Armée Nationale pour la Libération de l'Ouganda
PUSIC	Parti pour l'Unité et la Sauvegarde de l'Intégrité du Congo
UPC/L	Union des Patriotes Congolais/Thomas Lubanga